

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DECEMBRE 2019

Etaient présents : M. Clément ROSSIGNOL PUECH, Mme Edwige LUCBERNET, M. Franck JOANDET, Mme Fabienne FEDOU, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Isabelle FORET-POUGNET, M. Patrice VIVANT, Mme Amélie COHEN LANGLAIS, M. Aurélien DESBATS, Mme Fabienne CABRERA, Mme Cathy CAMI, M. Philippe MARTIN, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Pascal LABADIÉ, Mme Isabelle TEURLAY-NICOT, M. Guénolé JAN, Mme Sandra JENSEN, Mme Christelle LAHAYE, Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE, M. Eric BENAYOUN, Mme Hilel BATIKHY, M. Mamadou NIANG, Mme Christine TEXIER, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Thierry BEER DEMANDER, , M. Bruno PALUTEAU, Mme Nathalie LE GUEN

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE donne procuration à Mme Isabelle FORET-POUGNET
M. Cédric DUBOST donne procuration à M. Franck JOANDET
M. Benoît D'ANCONA donne procuration à Mme Christelle LAHAYE
Mme Myriam MONTAGUT-LOBJOIT donne procuration à Mme Fabienne FEDOU
M. Kewar CHEBANT donne procuration à Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE

Absents :

Mme Isabelle BOUDINEAU,
Mme Françoise MATHA-STEPANI

Secrétaire de la séance : M. Marc CHAUVET

1. BXM – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2018

Ce rapport fait l'objet d'une communication par M. le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de la Communauté sont entendus.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DU RAPPORT

2. MODIFICATION DELIBERATION DU 13 AVRIL 2017 PORTANT ACQUISITION DE TERRAINS POUR UN PROJET ENVIRONNEMENTAL D'AGRICULTURE URBAINE A TERRE SUD

Il est acté définitivement les parcelles incluses dans le projet de transaction, à titre gratuit, des terrains à vocation agricole à Terre Sud auprès de Domofrance. Cette acquisition donnera lieu à des activités d'agriculture urbaine, de maraîchage en lien avec les acteurs associatifs

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

3. DENOMINATION DE VOIE – RUE/PASSAGE

Le Conseil ayant donné son accord, la liaison douce créée en cœur d'ilot du programme « les Maroquinières » est dénommée :

➤ Passage Lucie et Raymond AUBRAC.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

- 4. PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE**
Le Conseil prend acte de la présentation du rapport annuel 2018 de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR
- 5. DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAF POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SPORTIFS DE LA CITE MAURICE THOREZ**
Le Conseil décide de solliciter une subvention de 19 798 € auprès de la CAF dans le cadre des Fonds pour la réalisation de structures sportives sur la cité Maurice THOREZ soit un city stade neuf, une station multi-activités et deux vélos connectés.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION
- 6. AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2019**
Considérant la nécessité de débiter rapidement certains travaux et d'acquérir des matériels, le Conseil autorise par anticipation les ouvertures des crédits nécessaires. Ces dépenses seront reprises dans le Budget Primitif 2020
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION – 1 NE PARTICIPE PAS
- 7. 1ER VERSEMENT DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2020**
Afin de permettre aux associations de fonctionner normalement dès le début de l'année 2020, il est décidé de leur accorder un premier versement de 25 % du montant voté en 2019, à valoir sur la subvention 2020.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 2 ABSTENTIONS
- 8. CONCOURS POUR LA REALISATION DU VISUEL DE LA 25ème FETE DE LA MORUE**
Comme chaque année, il est décidé de lancer un concours pour la réalisation du visuel de la Fête de la Morue du 20 décembre 2019 au 14 janvier 2020, ouvert à l'international. Le montant du prix versé par la Ville au lauréat 2019 est fixé à 1.500 €.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR
- 9. INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS - FETE DE LA MORUE 2020**
La Fête de la Morue aura lieu les 22, 23 et 24 mai 2020. Les tarifs d'inscription des associations et traiteurs sont fixés à :
 - Gratuité pour les associations béglaïses
 - 400 € pour les structures proposant de la nourriture salée
 - 200 € pour les structures proposant uniquement du sucré
 - Participation aux frais d'électricité pour toutes les structuresUne caution de 500 € sera demandée pour le prêt de tables, chaises et bancs. En cas de disparition ou de détérioration du matériel prêté, il est décidé que le prix facturé soit de :
 - 130,00 € par table
 - 60,00 € par banc
 - 45,00 € par chaise
 - 55,00 € par extincteur**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**
- 10. DEMANDE DE MECENAT ET PARTENARIAT AUPRES DES DE PARTENAIRES PRIVES POUR LA 25e FETE DE LA MORUE**
Il est décidé de solliciter l'intervention de partenaires privés pour la réalisation de cette manifestation, sachant que toute recette complémentaire pourra être recherchée et interviendra en déduction de la part de la Ville. Dans tous les cas de figure, l'autofinancement de la Ville sera d'au moins 20 % du budget total.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

11. DEMANDE DE PRISE EN CHARGE POUR LA VENUE DES INTERVENANTS ET PERSONNALITES A LA FETE DE LA MORUE

Le Conseil approuve la prise en charge des éventuels frais de transport et ou d'hébergement, ainsi que les défraiements des différentes personnalités ou intervenants qui viendront sur la Fête de la Morue 2020.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

12. 25EME FETE DE LA MORUE TARIFS D'INSCRIPTION DES RESTAURATEURS

Le tarif d'inscription 2019 pour les restaurateurs est fixé à **60 €**, comme l'an passé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

13. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux besoins du service public à la Bibliothèque et à la Maison de la Musique, suite à des mutations d'agents, il est décidé de modifier ce tableau des emplois en créant :

- 1 emploi d'assistant de conservation principal de 2^{ème} classe
- 2 emplois d'assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe à temps non complet :
 - 1 emploi à 4 heures hebdomadaires
 - 1 emploi à 10 heures hebdomadaires

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

14. SUPPRESSION D'EMPLOIS AU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Il est nécessaire d'ajuster le nombre d'emplois aux besoins réels de la collectivité et de supprimer les emplois qui ne sont pas pourvus et qui ne répondent plus à des nécessités de service.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

15. CREATION D'UN EMPLOI DE DIRECTEUR ADJOINT DES RESSOURCES HUMAINES

Il est validé la création un emploi de Directeur Adjoint Des Ressources Humaines à compter du 1^{er} janvier 2020 pour finaliser la nouvelle organisation des Ressources Humaines et qui prendra en charge la responsabilité du service Gestion Administrative des RH et contribuera directement à la mise en œuvre de la politique RH.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

16. CREATION D'EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS DANS LE CADRE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION

Le Conseil donne son accord pour le recrutement de 6 agents non titulaires saisonniers et fixe les conditions de leur rémunération pour la période du 16 janvier au 22 février 2020.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

17. MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE RELATIF AUX FONCTIONS, AUX SUJETIONS, A L'EXPERTISE ET A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Il est décidé, sans remettre en cause la structure du régime indemnitaire mis en place, de procéder à des ajustements spécifiques du RIFSEEP, pour une application au 1^{er} janvier 2020.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

18. MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES CADRES D'EMPLOIS NON CONCERNES PAR LE RIFSEEP

Pour les agents dont le cadre d'emplois ne figure pas dans le RIFSEEP (décrets d'application non publiés à ce jour) et dans un souci d'équité, il est acté la revalorisation du régime indemnitaire au 1^{er} janvier 2020.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

19. PROTECTION SOCIALE DU PERSONNEL

Au vu du déséquilibre important des comptes de résultats de la mutuelle Interiale, de l'augmentation du montant des cotisations et après avis des organisations syndicales, la convention sera résiliée au 31 décembre 2020. La Ville pourra engager en 2020 une procédure de mise en concurrence des organismes de protection sociale afin de souscrire une nouvelle convention de participation pour la couverture du risque « santé » des personnels municipaux à compter du 1er janvier 2021 et recourir à l'assistance d'un actuair qui possède une compétence spécifique dans ce domaine et qui permettra de sécuriser la procédure. La participation de la Ville sera maintenue, pour les agents, dans les mêmes conditions.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

20. MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LA STATION DE TAXIS ET SUR LES MARCHES FORAINS

Il est décidé d'augmenter à compter du 1^{er} janvier 2020 les tarifs applicables aux droits de place sur la station de taxis et sur les marchés forains et de les fixer à :

- 19.20 € pour la station de taxis, payables annuellement et d'avance
- 0.86 € le mètre linéaire pour les marchés forains, payables à chaque utilisation
- 26.32 € le mètre linéaire, par an pour les autres emplacements forains, autorisés par arrêté municipal
- 2.78 € pour la récupération forfaitaire d'électricité

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR

21. VALIDATION DES CONDITIONS DE CESSON DE LA DOUBLE ECHOPPE GAMBETTA

Le Conseil valide la promesse d'achat du 20 novembre 2019 et autorise la vente de la double échoppe sise au 67/69 rue Gambetta, au profit de Monsieur Laurent MALLET, ou toute personne morale ou physique s'y substituant, au prix de 365.000€ soit 354.369 € net vendeur. Monsieur le Maire ou son représentant est autorisé à signer tous documents afférents à cette affaire.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS

22. APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLETC DU 25 OCTOBRE 2019

Le conseil approuve le rapport définitif de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 25 octobre 2019. Il arrête le montant l'attribution de compensation d'investissement à verser à Bordeaux Métropole à 823 834 € et le montant de l'attribution de compensation de fonctionnement à verser à 5 292 508 €. M. le Maire est autorisé à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 3 ABSTENTIONS – 1 NE PARTICIPE PAS

23. MUTUALISATION – REVISIONS DES NIVEAUX DE SERVICES 2018-2019 + CONVENTION DE REMBOURSEMENT

Il est décidé d'autoriser :

Pour 2019 :

- Le remboursement par la commune de Bègles à Bordeaux Métropole de 17 315 € au titre des dépenses d'investissement
- Le remboursement par Bordeaux Métropole à la commune de Bègles de 25 909 € au titre des dépenses de fonctionnement

Pour 2020 :

- La majoration d'un montant de 40 043 € de l'attribution de compensation de fonctionnement versée à Bordeaux Métropole
- La majoration d'un montant de 35 850 € de l'attribution de compensation d'investissement à Bordeaux Métropole

et la signature des différents avenants et convention relatifs aux principes d'application des révisions de niveaux de services par M. le Maire ou son représentant.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION – 1 NE PARTICIPE PAS

24. DECISION MODIFICATIVE N°4

Les ajustements budgétaires proposés sont acceptés par le Conseil Municipal.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 2 ABSTENTIONS – 1 NE PARTICIPE PAS

25. CLOTURE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORT

Suite au transfert des missions communales en matière de transport scolaire à Bordeaux Métropole au 1^{er} janvier 2020, il est décidé de clôturer Budget annexe « Régie des Transports » au 31/12/2019, et de transférer les résultats de clôture cumulés fin 2019 au budget principal de la commune. Ces résultats, en fonctionnement et en investissement seront établis au moment de l'arrêté des comptes.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION

26. ADMISSION EN NON-VALEUR 2019

Il est approuvé l'admission en non-valeur des sommes ci-dessous devenues irrécouvrables :

- Pour l'exercice 2006 : 1.182,18 €,
- Pour l'exercice 2007 : 1.433,71 €
- Pour l'exercice 2008 : 798,44 €
- Pour l'exercice 2009 : 12.663,69 €

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 VOIX CONTRE

MOTION DE SOUTIEN A L'ANTENNE LOCALE DE FIP BORDEAUX ARCACHON ET A SES EQUIPES

Le Conseil municipal,

Souhaite délivrer un soutien plein et entier aux équipes de FIP Bordeaux Arcachon, étant très attaché au maintien d'un service public de proximité et d'une information culturelle locale accessible à tous.

Lors du dévoilement du plan de réduction budgétaire de Radio France, sa directrice Sibyle Veil a annoncé un plan économique de 299 suppressions de poste. Parmi ces suppressions, les animatrices en région de FIP sont touchées.

Par cette motion, le Conseil municipal de Bègles souhaite lutter contre une vision centralisatrice de ce service public qui nie les spécificités territoriales. Théâtres, expositions, concerts, festivals, les acteurs culturels girondins bénéficient localement du soutien d'une radio reconnue nationalement et très appréciée de ses auditeurs pour la qualité de ses contenus et de ses recommandations culturelles.

En outre, dans ce projet, l'avenir professionnels des personnels concernés n'est pas assuré, situation qui est à déplorer.

Au-delà, un soutien est également apporté aux équipes des antennes de Nantes et de Strasbourg.

L'information de proximité que délivrent les animatrices de FIP doit demeurer une priorité pour le service public.

Par conséquent,

Le Conseil Municipal,

- **Demande le maintien des antennes locales de FIP ;**
- **Souhaite que l'ensemble des personnels soient rassurés quant à leur avenir professionnel à Radio France localement.**

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

MOTION DONNANT AVIS DE LA VILLE DE BEGLES SUR LA REFORME DES RETRAITES

Le Conseil municipal,

Souhaite interpellier Monsieur le Premier Ministre au sujet de la réforme des retraites enclenchée par son Gouvernement.

Alors qu'il n'y pas de nécessité financière immédiate, le gouvernement veut remplacer le système par répartition et par annuités par un système à points, transformant profondément la logique solidaire actuelle.

Les vrais sujets ne sont pas pris en compte : la pénibilité, les écarts salariaux, les différences de traitement entre les femmes et les hommes, le chômage de longue durée, la précarisation du marché du travail, la réelle durée de vie en bonne santé...

Il est possible de maintenir notre système historique et même de l'améliorer en taxant les revenus du capital (stock-options, intéressements). C'est une question de choix politiques, les régimes spéciaux coûtant 9 milliards d'euros à l'Etat chaque année, tandis que la fraude fiscale coûte aux citoyens 100 milliards.

Le Conseil municipal de Bègles estime qu'il est temps de réduire la durée du travail tout au long de la vie, d'augmenter les salaires des plus précaires, d'instaurer un vrai congé paternité, de valoriser les nouvelles formes de travail, de subventionner les secteurs d'avenir, de rémunérer les activités bénévoles sources de lien social et de solidarités...

Concernant plus particulièrement les collectivités territoriales et si le projet de réforme était maintenu en l'état, les agents territoriaux connaîtront notamment les évolutions suivantes :

- Avec l'instauration du système par points, les fonctionnaires territoriaux ne valideront plus un trimestre de retraite tous les 90 jours travaillés comme aujourd'hui, mais acquerront des points en fonction de leur rémunération ;
- Les cotisations des agents ne s'appliqueront plus sur la totalité du traitement indiciaire, mais sur une assiette de cotisation plafonnée. En revanche, leurs primes seront soumises aux cotisations, ce qui favorisera les agents percevant de fortes primes creusant l'écart entre catégories et collectivités territoriales ;
- Les retraites ne seront plus calculées sur la moyenne des six derniers mois de traitement, mais à partir de l'ensemble des rémunérations perçues durant la carrière professionnelle, fragilisant encore davantage les agents ayant eu une carrière hachée comme c'est le cas de beaucoup de femmes ;
- Le nouvel « âge pivot » s'appliquera également aux fonctionnaires territoriaux qui verront leur pension minorée lors d'un départ avant 64 ans.

Par conséquent,

Le Conseil Municipal,

- **Demande au Gouvernement d'abandonner le projet de réforme des retraites ;**
- **Préconise une réflexion globale de refonte du système de l'imposition, du marché du travail et des retraites, vers un système plus ambitieux, tenant réellement compte des inégalités sur le marché du travail et permettant de développer les emplois d'avenir locaux et localisés.**

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE – 2 ABSTENTIONS